

## Débat sur la Transition énergétique Les énergéticiens sont tout aussi concernés que les ONG !

L'UFE tient à réagir vivement au courrier adressé, hier, à la Ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, Delphine Batho, par un collectif d'associations environnementales à propos de l'organisation du futur débat sur la Transition énergétique.

Le Gouvernement a, en effet, clairement exprimé, lors de la Conférence environnementale, sa volonté de réunir l'ensemble des parties prenantes, pour un débat pleinement démocratique.

En aucun cas les ONG ne peuvent s'arroger le rôle d'être seuls en capacité d'apprécier les enjeux environnementaux, sociaux et industriels que représente la Transition énergétique.

En jugeant « *préjudiciable que durant la durée des débats une communication institutionnelle et pluraliste soit concurrencée par des communications privées d'acteurs impliqués dans le domaine de l'énergie* », les ONG préemptent, d'ores et déjà, la méthodologie d'information, et sous-entendent que les énergéticiens - pourtant pleinement concernés par le débat et hautement conscients de leur responsabilité sociétale, environnementale et industrielle - doivent être écartés comme vecteurs potentiels d'information et de pédagogie.

L'UFE dénonce une telle dérive, avant même la mise en place du débat, et rappelle la nécessité que celui-ci soit collectif, sans a priori ni exclusion d'aucune partie prenante. Les industriels de l'énergie doivent être pleinement parties prenantes du débat et associés, à part entière, aux choix qui seront faits tant en ce qui concerne l'organisation du débat que ses conclusions.

Par ailleurs, l'UFE demande au Gouvernement de clarifier rapidement les modalités de mise en œuvre du débat sur la Transition énergétique.

Contact presse :  
Anne CHENU  
06.09.22.77.01  
01.58.56.20.84  
[anne.chenu@ufe-electricite.fr](mailto:anne.chenu@ufe-electricite.fr)

